Séance publique du 1 mars 2006

Délibération n° 2006-3242

commission principale : proximité, ressources humaines et environnement

objet : **Refondation du Conseil de développement**

service : Direction générale - Direction prospective et stratégie d'agglomération

Le Conseil,

Vu le rapport du 7 février 2006, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Par sa délibération n° 2000-5793 en date du 19 septembre 2000, le conseil de Communauté a créé un Conseil de développement selon les dispositions de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et le décret d'application de son article 23 fixant le cadre juridique dudit conseil. La délibération n° 2000-6114 en date du 18 décembre 2000 en a précisé la composition et les modalités de fonctionnement.

Après quatre ans d'existence, il est nécessaire de donner un nouveau souffle à cette instance de débat et de concertation.

La refondation porte sur trois axes :

- la composition du Conseil de développement qui doit permettre une représentation de la diversité de la société civile organisée du territoire de la Communauté urbaine,
- la relation du Conseil de développement à l'institution, au président, à son exécutif et à l'assemblée communautaire, d'une part, et aux services, d'autre part, qui doit garantir que les travaux fournis par le Conseil de développement constituent un apport efficace pour la conduite de l'action publique et la prise en compte des aspirations de la société civile,
- les modalités de travail du Conseil de développement qui devront garantir dynamisme, ouverture, réactivité et continuité tout en évitant l'institutionnalisation.

Les principes de cette refondation ont recueilli un avis favorable du Bureau du 4 juillet 2005.

Le fondement et le rôle du conseil de développement

D'après la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, le Conseil de développement est un organe consultatif placé auprès du conseil de Communauté, consulté pour avis sur le projet d'agglomération et éventuellement sur toute question relative à l'agglomération, notamment sur l'aménagement et le développement de celle-ci.

Il s'agit donc d'une instance créée par l'institution et fortement ancrée dans le territoire.

Le Conseil de développement doit être un lieu où se fabriquent une culture, un intérêt d'agglomération qui transcende les logiques sectorielles, qu'elles soient thématiques ou territoriales.

Les modalités et les champs d'intervention

Le Conseil de développement est un des outils de démocratie participative dont se dote la Communauté urbaine pour entrer en dialogue avec la société civile.

Cette entrée en dialogue peut relever de trois modalités complémentaires :

- la chambre d'écho des politiques d'agglomération : le Conseil de développement permet à l'institution de tester des idées et de les enrichir, d'évaluer l'impact de tel ou tel choix, de prendre la température de la société civile sur telle ou telle problématique,
- l'instance de production de contributions pour alimenter la réflexion de l'institution sur la stratégie et les politiques publiques d'agglomération : le Conseil de développement est bien en logique de travail, par saisine de la collectivité ou auto-saisine, en vue d'une production prise en compte par l'institution,
- l'instance d'animation du débat public : le Conseil de développement peut être un opérateur d'échanges entre l'institution et les citoyens, en organisant la diffusion de l'information descendante et en facilitant la remontée d'informations vers l'institution, en organisant des débats...

Le Conseil de développement pourra, selon les sujets, être sollicité selon l'une ou l'autre de ces trois modalités.

Conformément à la loi Voynet et à la charte de la participation, le Conseil de développement intervient dans le champ de la prospective, en particulier sur le projet d'agglomération. Il est proposé d'étendre son intervention aux politiques publiques d'agglomération non couvertes aujourd'hui par d'autres instances de participation et d'organiser son articulation avec les instances existantes à la Communauté urbaine (Grand Lyon l'Esprit d'Entreprise, la Conférence d'agglomération de l'habitat, la Commission consultative des services publics locaux).

Dans cette perspective, les thématiques pouvant être traitées par le Conseil de développement sont multiples :

- dans le domaine de la prospective sociétale et territoriale : développement durable, cohésion sociale, gouvernance urbaine, vieillissement de la population, etc.,
- dans le cadre des politiques d'agglomération à toutes les démarches telles que SCOT, PLU, PDU, PLH, Agenda 21, etc.

La composition et le mode de désignation des membres

La composition du Conseil de développement doit être une représentation de la diversité de la société civile organisée :

- la diversité thématique (urbanisme, déplacements, habitat, développement économique, environnement, cadre de vie, culture, solidarité...),
- la diversité territoriale (quartier, commune, agglomération, aire métropolitaine, région...),
- la diversité socio culturelle (selon le genre, l'âge, les origines culturelles,...).

Elle doit aussi permettre la participation de personnes qualifiées (de la société civile), ainsi que, dans une certaine mesure, la participation de citoyens volontaires et motivés.

Le Conseil de développement est composé de membres permanents issus exclusivement de la société civile. Les élus ou techniciens de la Communauté urbaine et des Communes sont toutefois impliqués dans les travaux :

- en définissant les commandes et en exposant les problématiques de l'institution,
- en donnant les éléments de contexte et de connaissance nécessaires aux membres du Conseil de développement pour mener à bien leurs travaux,
- en participant directement aux débats quand ils le jugent nécessaire en accord avec, ou à la demande du, président du Conseil de développement,
- en étant destinataires des contributions et des travaux et en les prenant en compte en tout ou partie.

Le nombre de membres

Il est proposé de limiter le nombre de membres du Conseil de développement à environ 240 pour permettre d'assurer la diversité recherchée et le renouvellement de ses membres, tout en respectant un principe de réalité lié non seulement aux moyens de fonctionnement du Conseil mais aussi à la recherche d'efficacité des débats et de qualité des contributions.

La répartition par collèges

Le conseil est organisé sur la base de six collèges :

- les acteurs économiques et les organisations professionnelles et syndicales (environ 40 membres),
- les organismes publics et assimilés (dans les domaines de santé/social, enseignement supérieur et recherche, culture, urbanisme, etc.) (environ 40 membres),
- la vie associative (environ 50 membres),
- les représentations territoriales des habitants (conseils de quartier, comités d'intérêts locaux, etc.) (environ 40 membres),
- les personnes qualifiées (environ 20 membres),
- les citoyens (environ 50 membres).

La désignation des membres

A l'exception du président du Conseil de développement et des personnes qualifiées, nommées par le président de la Communauté urbaine, les autres membres sont désignés sur la base d'un appel à candidature à l'attention des différents types de collèges, d'une sélection visant à assurer un équilibre des différentes représentations sur la base des principes de diversité évoqués ci-avant, complétés si nécessaire d'un tirage au sort.

La liste des structures membres fera l'objet d'une délibération et sera révisable tous les trois ans en fonction de l'évolution du Conseil mais également en fonction de l'évolution de ces structures et de l'assiduité de leurs représentants.

Le fonctionnement

Le Conseil de développement se réunit au moins deux fois par an en réunion plénière. Le reste de l'année, il travaille au sein des :

- commissions permanentes sur les sujets de fond sur lesquels le Conseil de développement sera notamment positionné en chambre d'écho qui nécessite la construction de référentiels communs, d'une relation de confiance et d'écoute pour lesquels la continuité de travail sur plusieurs années apparaît indispensable. Deux commissions permanentes sont créées :

- . l'aménagement et déplacements,
- . la solidarité et cohésion sociale ;

- groupes de travail en fonction des saisines de l'exécutif ou auto-saisines. Les groupes de travail pourront être ouverts à d'autres acteurs de la société civile qui souhaiteraient participer activement à ses travaux pour une période donnée.

Le président de la Communauté urbaine et son exécutif sont commanditaires du Conseil de développement au travers des saisines qu'ils valident en Bureau. Quant aux auto-saisines du Conseil, elles feront l'objet d'une information préalable au Bureau par monsieur le vice-président en charge du Conseil de développement.

Chaque membre doit être inscrit dans au moins une commission ou un groupe de travail.

Un règlement intérieur co-élaboré par les membres du Conseil de développement, les services et monsieur le vice-président en charge du Conseil de développement fixera les règles de bon fonctionnement concernant notamment le devoir de présence et d'implication des membres.

La prise en compte institutionnelle des contributions

Les conseillers communautaires sont invités à la séance plénière de présentation du programme de travail du Conseil de développement ainsi qu'à la séance de plénière de restitution des travaux. Un rapport annuel sur les travaux du Conseil de développement sera présenté au conseil de Communauté. Le Conseil de développement est informé de la suite donnée à leurs contributions et de leurs inscriptions éventuelles dans les processus institutionnels voire décisionnels de la Communauté urbaine.

Le pilotage du Conseil de développement

Le Conseil de développement est doté d'un président nommé par le président de la Communauté urbaine qui s'entoure d'un bureau représentatif des différents collèges.

Monsieur le vice-président en charge du Conseil de développement est invité permanent du Conseil de développement, il participe également au Bureau, à l'élaboration du programme de travail. Il veille à l'instauration de relations efficaces et fluides entre le Conseil de développement et les élus, en particulier avec l'exécutif. Le président du Conseil de développement lui rend compte de manière régulière des travaux du Conseil.

Les moyens humains

Le secrétariat général du Conseil de développement est assuré par une personne affectée à la mission concertation de la direction de la prospective et de la stratégie. Placée sous l'autorité de son directeur, elle travaille en lien étroit avec le président du Conseil de développement et le vice-président de la Communauté urbaine en charge du Conseil de développement.

Les moyens financiers

Un budget est alloué chaque année par la Communauté urbaine, dans le cadre des arbitrages budgétaires annuels, au fonctionnement du Conseil de développement. Ce budget est affecté à la DPSA.

Les validations du président du Conseil de développement et du vice-président en charge du Conseil de développement sont nécessaires pour engager les dépenses qui seront susceptibles de couvrir les frais de formation, d'accompagnement technique ou de représentation du Conseil ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission proximité, ressources humaines et environnement ;

DELIBERE

1° - Abroge la délibération n° 2000-6114 en date du 18 décembre 2000.

2° - Prend acte de la refondation du Conseil de développement.

3° - Approuve :

- a) - le rôle, les modalités et le champ d'intervention du Conseil de développement,
- b) - les principes de composition et de désignation de ses membres tels que définis ci-dessus,
- c) - les principes de fonctionnement et de pilotage du Conseil de développement.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,